



MARIA MOURANI

Le logement : besoins et préférences des femmes et des filles de l'industrie du sexe

Version abrégée

MOURANI-CRIMINOLOGIE



**Le logement : besoins et préférences des femmes et des
filles de l'industrie du sexe**

Version abrégée

MARIA MOURANI

MOURANI-CRIMINOLOGIE

Éditions et production
Mourani-Criminologie
C. P. 68027 B. P. Blainville
Blainville (Québec)
J7C 4Z4
Site Internet : <https://mouranicriminologue.com/>



Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-9818161-1-5 (version PDF)

© Mourani-Criminologie 2019

La reproduction ou la diffusion totale ou partielle de ce document, sous quelques formes que ce soit, est autorisée seulement sur demande à Mourani-Criminologie et dans le respect des droits d'auteur. Cette restriction ne s'applique pas à La Sortie et à Sécurité publique Canada, qui en ont une licence non exclusive. Les demandes peuvent être faites à mourama9@gmail.com.

Recherche et rédaction

Maria Mourani

Revue de littérature

Catherine Malécot

Comité consultatif et d'appui à la recherche

La Sortie (Montréal)

La rue des femmes (Montréal)

Le 2159 (volet jeunesse de l'organisme Action Nouvelle Vie de Longueuil)

Maison d'Hébergement Pour Elles des deux Vallées (Outaouais)

Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière (Ville de Québec)

PECH (Ville de Québec)

Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement (CAFES)

Révision (version française) et mise en page

Esther Carpentier

Traduction anglaise

Johanna Cardinal

Matthew Plunkett

Mise en page et graphisme

Pascal Taillon

Les photographies libres de droits ayant été utilisées pour créer la page couverture ont été gracieusement données à travers le service Unsplash par les photographes suivants: Erik Kaha, Bryan Minear et Ali Pazani.

Mai 2019

Cette étude n'engage que son auteur.

REMERCIEMENTS

Nos premiers remerciements vont à toutes ces femmes et ces filles qui ont accepté de participer à cette étude par leur collaboration à la création du questionnaire (*focus group*) ou à la collecte des données. Merci !

Nous tenons à remercier aussi toutes les organisations qui ont contribué au succès de cette étude par leur implication aux *focus groups* (questionnaire) et à la collecte des données : le CALACS de Québec/Viol-Secours, le CALACS de l'Outaouais, le CALACS Rive-Sud – Lévis, le CALACS-Estrie, le Projet L.u.n.e (Libres, Unies, Nuancées, Ensemble de la Ville de Québec), le Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO), Équipe Mobilis - Direction de la protection de la jeunesse/Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est (CISSS Montérégie-Est), le Centre de santé du Lac-Simon (Val-d'Or), le CISSS Abitibi-Témiscamingue (Hôpital de Val-d'Or), Pikatemp (Val-d'Or), la Mission Bon Accueil (Montréal).

Un grand merci au Comité consultatif et d'appui à la recherche pour leurs conseils ainsi que leur implication dans les *focus groups* et la collecte de données : La Sortie (Montréal), La rue des Femmes (Montréal), Le 2159 (volet jeunesse de l'organisme Action Nouvelle Vie de Longueuil), la Maison d'hébergement Pour Elles des deux Vallées (Outaouais), l'Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière (Ville de Québec), PECH (Ville de Québec) et le Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement (CAFES).

Un merci particulier à toutes ces personnes¹ qui ont offert de leur temps malgré un agenda fort chargé : Sarah Bédard, Annick Brazeau, Pascale Brosseau, Julie Denis, Tamarah François, Marie-Claude Gauvreau, Émilie Grenon, Élisabeth Houde, Lauryann Irazoqui, Patricia Larivière, Maylissa Luby, Sophie Miron, Élisabeth Papatie, Marie-Noël Paradis, Pascale Philibert, Chantal Simoneau, Raphaël Tétreault, Julie Tremblay, Ann-Gaël Whiteman, Marie-Michèle Whitlock, Heidi Yane.

Un remerciement spécial à Rose Sullivan pour son aide remarquable sur le terrain et à Ronald Lepage qui a su être à l'écoute de nos besoins afin que l'on puisse mener à terme cette étude.

¹ Ces personnes sont remerciées par ordre alphabétique.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	6
TABLE DES MATIÈRES.....	7
INTRODUCTION	8
OBJECTIFS.....	9
MÉTHODOLOGIE	10
RÉSULTATS.....	12
1. Répartition géographique	12
2. Profil sociodémographique	12
3. Revenu.....	12
4. Situation prostitutionnelle.....	12
5. Incitatifs à l'entrée dans l'industrie du sexe	13
6. Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe	13
7. Leviers de sortie de l'industrie du sexe.....	13
8. Situation résidentielle.....	14
9. Appréciation du logement	14
10. Préférences en matière de logement	15
11. Accessibilité et préférences en matière de services	16
DISCUSSION.....	17
QUELS MODÈLES POUR LE QUÉBEC?	26
BIBLIOGRAPHIE	28

INTRODUCTION

Mourani-Criminologie est une firme de criminologie basée au Québec. Nous offrons divers services, dont celui de la recherche. En octobre 2017, nous avons été sollicités par La Sortie, un organisme ayant pour mission d'offrir un hébergement et un accompagnement aux victimes d'exploitation sexuelle, afin de mener une étude sur les besoins et préférences en matière de logement des personnes souhaitant quitter l'industrie du sexe et, par les résultats, d'élaborer des modèles d'intervention en logement.

Cherchant à améliorer les services offerts aux victimes d'exploitation sexuelle, La Sortie avait alors sollicité et obtenu une subvention de Sécurité Publique Canada afin de voir à la réalisation d'une étude visant à connaître les besoins en logement et développer des modèles d'intervention pour ce type de clientèle au Québec. La présente étude répond à l'objectif de recherche inscrit dans le cadre global de ce projet de La Sortie, nommé Horizon.

Ce rapport est donc l'aboutissement de ce travail de recherche dirigé par Mourani-Criminologie. Il se déploie en différentes sections : la première partie concerne l'état des connaissances sur les femmes de l'industrie du sexe et les processus de sortie; la seconde décrit les étapes de la recherche; la troisième met en lumière et en discussion les résultats; et la dernière section conclut sur des propositions de modèles d'intervention en logement.

OBJECTIFS

Au regard du mandat qui nous a été confié et en tenant compte des réalités du terrain, nous avons tenu à davantage préciser l'objectif de cette étude. Dans un premier temps, il a été convenu de porter uniquement notre analyse sur la gent féminine. Dans un deuxième temps, il nous apparaissait important d'élargir notre bassin de femmes en incluant celles qui n'étaient plus dans l'industrie du sexe.

Cette étude porte sur les besoins et les préférences en matière de logement de femmes et de filles qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe. En plus de nous être penchés sur la question du logement, nous nous sommes intéressés aux services qu'elles ont utilisés et auxquels elles aimeraient avoir accès. Par ailleurs, afin d'avoir une meilleure perspective de l'ensemble des besoins de ces femmes et de ces filles, nous avons cru important d'identifier les éléments ayant contribué à l'entrée, à la sortie et au maintien dans la prostitution.

MÉTHODOLOGIE

Afin de répondre à notre objectif de recherche, nous avons choisi de mener une enquête descriptive et utilisé une approche quantitative. L'identification des besoins et préférences en logement a été effectuée par la passation d'un questionnaire que nous avons développé en collaboration avec des femmes ayant été dans l'industrie du sexe ou qui étaient encore actives dans ce milieu au moment de la recherche. Le questionnaire a aussi été élaboré avec des intervenant.e.s d'organismes offrant des services à cette clientèle. Cette partie de la recherche a été menée par l'approche qualitative du *focus group*.

Ce questionnaire a par la suite été rempli par des femmes et des filles de 17 ans et plus actives dans la prostitution ou ayant quitté cette industrie. Le recrutement a été fait par les intervenant.e.s des organismes participant à la recherche ainsi que par *effet boule de neige*. D'autres répondantes ont été identifiées par des annonces de services sexuelles sur Internet et par des sources informelles du milieu. Le questionnaire était disponible en ligne et en papier. La majorité des femmes et des filles ont rempli le questionnaire² sans aide, mais certaines, beaucoup plus instables, ont été aidées de leurs intervenantes.

La collecte des données s'est échelonnée sur environ 7 mois et a permis de collecter 548 questionnaires. Sur ce nombre, 257 femmes et filles ont déclaré être encore dans l'industrie du sexe et 212 hors de ce commerce. Toutefois, 79 répondantes ont refusé d'indiquer leur situation. En somme, sur un échantillon de 469 répondantes, 55 % des femmes et des filles sondées étaient dans l'industrie du sexe comparativement à 45 % qui n'y étaient plus.

Étant donné l'absence de données sociodémographiques concernant la population à l'étude, aucune pondération n'a été appliquée aux résultats. Seulement des analyses bivariées ont été effectuées. Les données ont été traitées à l'aide du progiciel spécialisé MACTAB³ qui a permis de réaliser des tableaux croisés et d'effectuer des tests statistiques (Chi-carré et Student) pour identifier les différences significatives. La marge d'erreur maximale pour l'ensemble des répondantes est de 2,1% au niveau de confiance de 95 %. À noter que la marge d'erreur s'applique dans un contexte d'échantillonnage probabiliste, ce qui n'est pas le cas avec la présente étude. Nous la présentons, tout de même, mais elle devrait être utilisée à titre indicatif seulement.

Les résultats pour chacune des questions sont présentés en fonction d'une bannière qui inclut toutes les variables pertinentes à l'analyse des résultats, en l'occurrence la région, le temps passé dans l'industrie du sexe, les services sexuels (nombres et sortes), la situation

² Questionnaires auto-administrés.

³ MACTAB est un progiciel de construction de tableaux. Il permet l'impression des tableaux directement à partir de la base de données accumulées lors de l'enquête, évitant toute erreur de retranscription. Il calcule les marges d'erreur en tenant compte du plan de sondage et a une possibilité illimitée de croisement.

actuelle versus l'industrie du sexe, le logement actuel, l'état matrimonial et familial, l'âge, l'appartenance ethnique et sexuelle, la scolarité et le revenu. Les questionnaires non complétés n'ont pas été retenus et les non-réponses ont été exclues des résultats.

RÉSULTATS

1. Répartition géographique

- Même s'il existe des disparités géographiques, l'industrie du sexe est présente dans presque toutes les régions administratives du Québec.
- Sur l'ensemble des répondantes, 54 % résident dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal et 46 % ailleurs au Québec. Parmi celles qui sont dans l'industrie du sexe, 63 % habitent dans la RMR de Montréal et 37 % ailleurs au Québec; tandis que parmi celles qui n'y sont plus, 45 % vivent dans la RMR de Montréal et 55 % ailleurs au Québec.

2. Profil sociodémographique

- La majorité des répondantes dans l'industrie du sexe sont jeunes : 51 % d'entre elles ont de 25 à 35 ans et 22 % ont moins de 25 ans.
- La majorité des répondantes dans l'industrie du sexe sont célibataires et sans enfants.
- Les femmes et les filles qui ne sont plus dans l'industrie du sexe ont un niveau scolaire plus élevé (collégial) que les autres répondantes.

3. Revenu

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont des revenus plus élevés que celles qui en sont sorties.
- Les revenus de la quasi-totalité des femmes et des filles (plus de 90%) dans l'industrie du sexe proviennent de ce commerce.
- L'aide sociale constitue les revenus de plus de 40 % des femmes et des filles ayant quitté l'industrie du sexe tandis que pour plus de 30 % de ces personnes, les revenus proviennent d'un emploi déclaré.

4. Situation prostitutionnelle

- En excluant celles qui ont refusé d'identifier leur situation, 55 % des répondantes qui ont participé à cette étude étaient dans l'industrie du sexe au moment de remplir le questionnaire et 45 % n'y étaient plus.
- La majorité des femmes et des filles sont actives dans l'industrie du sexe de 2 à 5 ans. Une minorité pratiquent une prostitution occasionnelle ou de moins d'un an.

- L'activité la plus pratiquée est l'escorte, et ce, à plus de 50 %. La deuxième activité la plus pratiquée est celle de danseuse.
- La majorité des répondantes pratiquent (90 %) ou ont pratiqué (84 %) au plus trois activités prostitutionnelles.

5. Incitatifs à l'entrée dans l'industrie du sexe

- Le besoin d'argent (70 %) et le logement (46 %) sont les deux raisons les plus nommées, par l'ensemble des répondantes, pour expliquer leur entrée dans la prostitution.
- L'obligation de combler les autres besoins de base (nourriture, transport, etc.) et les dettes sont identifiées par plus de 40 % des répondantes.
- Les deux tiers des femmes qui disent avoir pris un *break* de l'industrie du sexe (67 %) évoquent le besoin d'argent comme raison de vouloir y retourner, les dettes arrivant en deuxième position avec 39 % des répondantes.

6. Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe

- Les femmes et les filles qui ont pensé quitter l'industrie du sexe en ont été dissuadées à la seule pensée de leurs besoins d'argent (64 %), de leurs dettes (51 %), des coûts de leurs besoins de base (45 %) et de logement (34 %).
- Les femmes et les filles qui ont essayé de quitter l'industrie du sexe sans succès ont nommé le besoin d'argent (70 %) et le logement (53 %) comme les deux premiers obstacles à la sortie.
- Les femmes et les filles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives ont nommé le besoin d'argent (75 %) comme premier obstacle à la sortie. Toutefois, plus de 50 % d'entre elles identifient, respectivement et par ordre d'importance, les obstacles suivants : la perte de confiance envers les institutions publiques, le paiement des besoins de base autre que le logement et les problèmes de dépendance (alcool, drogue, jeu, etc.).

7. Leviers de sortie de l'industrie du sexe

- Le déménagement ou la sortie du milieu (53 %), le fait de ne pas se sentir jugée, d'être crue et entendue (53 %), le besoin de se sentir en sécurité (45 %), l'accès et le soutien à l'obtention d'un logement ou d'un hébergement (42 %) ainsi que l'accès et le soutien à l'obtention des besoins de base (40 %) sont les cinq incitatifs les plus mentionnés par les répondantes ayant quitté définitivement l'industrie du sexe.
- Parmi les répondantes qui disent avoir pris un *break* de la prostitution, 42 % rapportent le besoin de se sentir en sécurité comme l'une des raisons de leur sortie et 38 % invoquent le fait d'avoir déménagé et quitté le milieu prostitutionnel.

8. Situation résidentielle

- Un peu plus de la moitié (51 %) des femmes et des filles dans l'industrie du sexe et 37 % de celles qui n'y sont plus affirment avoir passé une nuit dans leur propre appartement ou une maison sans subvention au loyer au cours des six derniers mois.
- Les femmes et les filles ayant quitté l'industrie du sexe sont plus nombreuses à avoir passé une nuit, au cours des six derniers mois, chez un membre de la famille ou un conjoint; tandis que celles qui sont encore dans la prostitution sont plus nombreuses à rapporter avoir passé une nuit chez un client ou un inconnu moyennant des services sexuels.
- Une très faible minorité de femmes et de filles hors de l'industrie du sexe ont mentionné avoir passé au moins une nuit, au cours des six derniers mois, chez un client (3 %) ou un inconnu moyennant des services sexuels (2 %).
- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe sont plus nombreuses à avoir passé au moins une nuit, au cours des six derniers mois, dans un hôpital (18 %).
- La majorité des répondantes ne vivent pas dans leur propre appartement, maison ou logement subventionné (66 % des répondantes hors de l'industrie du sexe et 84 % de celles qui y sont encore) et plus de la moitié d'entre elles ne résident pas dans leur propre appartement ou maison sans subvention au loyer; les répondantes hors de l'industrie du sexe vont loger chez de la famille ou chez un conjoint, tandis que celles qui y sont encore vont davantage résider chez un.e ami.e, un *sugar daddy* ou avec d'autres personnes de l'industrie du sexe.
- Plus du tiers des femmes et des filles sondées résident au même endroit depuis moins de six mois.
- Plus de 60 % des femmes et des filles sondées ne vivent pas seules. La majorité d'entre elles résident, de manière permanente, avec une ou deux personnes, le plus souvent avec leurs enfants de moins de 18 ans, avec des amis ou des connaissances.

9. Appréciation du logement

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont un avis majoritairement neutre (47 %) sur leur logement actuel, mais sont moins satisfaites que celles qui ne sont plus dans la prostitution.
- Les répondantes qui sont dans l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à mentionner le coût trop élevé du logement (18 %) et un entourage inadéquat (13 %).
- Les répondantes qui ont quitté l'industrie du sexe ont le plus mentionné se sentir confortables (17 %) et avoir un entourage sain (15 %) dans leur logement actuel.

- Les raisons les plus invoquées pour un logement satisfaisant à très satisfaisant sont la beauté de l'appartement, le fait de se sentir en sécurité et confortable, le coût peu élevé et un entourage sain.
- Les raisons les plus invoquées pour un logement insatisfaisant à très insatisfaisant sont la cherté du logement, un emplacement et un entourage inadéquats ainsi que le fait de ne pas se sentir chez soi.

10. Préférences en matière de logement

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont une préférence pour un logement subventionné (33 %) ou avec subvention au loyer (26 %), tandis que celles qui ne sont plus dans la prostitution préfèrent avoir accès à un logement permanent dans un immeuble réservé à des femmes ayant eu des parcours prostitutionnels (22 %). Toujours est-il que le logement subventionné (19 %) et le logement avec subvention au loyer (16 %) sont aussi des options préférentielles des femmes et des filles ayant quitté la prostitution.
- La majorité des répondantes ont rejeté les modèles d'hébergement impliquant une restriction de leur autonomie et ceux pouvant les mettre en cohabitation avec des femmes ayant d'autres problématiques qu'elles.
- Les répondantes qui sont ou ont été danseuses (42 %) ou escortes (38 %) sont plus nombreuses à vouloir un logement subventionné, tandis que celles qui sont ou ont été dans la pornographie sont les moins intéressées à ce genre de logement (10 %).
- Plus de la moitié des femmes et des filles sondées aimeraient vivre seules et, pour la majorité d'entre elles, les raisons invoquées sont : avoir de l'intimité et de la tranquillité (plus de 70 %) et avoir leur indépendance (plus de 50 %).
- Parmi les répondantes ne voulant pas vivre seules, plus de 40 % de celles qui sont dans l'industrie du sexe ont mentionné qu'elles préféreraient habiter avec d'autres personnes pour avoir de la compagnie, pour partager les coûts, pour se sentir en sécurité ainsi que par amour et responsabilité parentale. Ces mêmes réponses ont été aussi données par plus de 50 % des femmes et des filles qui ne sont plus dans la prostitution.
- Parmi les répondantes ne voulant pas résider seules, environ 40 % ont dit vouloir vivre avec leurs enfants, avec des amis ou en collocation. En outre, 45 % des répondantes ayant quitté l'industrie du sexe ont mentionné vouloir vivre avec un.e partenaire ou conjoint.e, alors qu'elles ne sont que 22 % chez celles qui sont encore dans la prostitution.
- La majorité des répondantes qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe souhaitent avoir dans leur immeuble un accès sécurisé (intercom, caméra, etc.) et un gardien de sécurité.

11. Accessibilité et préférences en matière de services

- Les services qui ont été les plus utilisés, au cours des six derniers mois (au moment de la passation du questionnaire), sont ceux de santé physique (74 % de celles qui ne sont plus dans l'industrie du sexe vs 56 % de celles qui y sont) et ceux de santé psychologique et/ou psychiatrique (57 % de celles qui ne sont plus dans l'industrie du sexe vs 20 % de celles qui y sont).
- 31 % des répondantes dans l'industrie du sexe ont mentionné n'avoir utilisé aucun service, au cours des six derniers mois, au moment de la passation du questionnaire.
- Les répondantes qui ont passé plus de 10 ans dans l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à utiliser les différents services offerts (services de santé psychologique et/ou psychiatrique, services alimentaires, juridiques ou administratifs, services en lien avec la sexualité et les enfants).
- Les répondantes qui ont été ou sont dans des bordels (84 %) sont plus nombreuses à utiliser les services de santé physique, tandis que celles qui font ou ont été dans la pornographie ont le plus utilisé les services de santé psychologique et/ou psychiatrique (50 %).
- Les répondantes dans la prostitution de rue, ou l'ayant été, sont les plus utilisatrices de services en lien à l'alimentation, la drogue et l'alcool.
- Les répondantes hors de l'industrie du sexe sont plus utilisatrices de services que celles qui y sont encore.
- Plus de 50 % de l'ensemble des répondantes ont mentionné qu'elles aimeraient avoir accès aux services de santé physique, psychologique et/ou psychiatrique dans le prochain semestre. La deuxième catégorie de services la plus demandée vise à combler les besoins de base, principalement alimentaires (plus de 40 %).
- Les répondantes qui sont ou ont été dans la prostitution de rue sont les plus nombreuses à souhaiter des services liés à l'alcool (23 %) dans le prochain semestre.
- Les répondantes qui sont ou ont été dans la pornographie, la danse, le sugar « daddisme » sont les plus nombreuses à souhaiter avoir accès, au cours des six prochains mois, à des services liés à l'éducation, à des questions juridiques ou administratives, aux finances, à la sexualité et à la sécurité au logement.

DISCUSSION

L'industrie du sexe⁴ est présente un peu partout au Québec. Nonobstant une répartition géographique majoritairement axée dans les grands centres urbains, elle se décline à l'échelle nationale, régionale et plus locale. En effet, si les résultats de la répartition géographique des répondantes nous apparaissent, en partie, liés à l'inégalité de la collecte – tel que mentionné précédemment, certains organismes ont été plus actifs que d'autres et certaines sources du milieu étaient plus présentes dans certaines régions que d'autres dépendamment de leurs propres réseaux – trois constats ne peuvent être ignorés : 1) les répondantes actives dans l'industrie du sexe se répartissent à travers le Québec, même s'il existe des disparités géographiques, ce qui nous porte à penser qu'aucune région administrative ne peut affirmer être exempte de prostitution; 2) la majorité⁵ des répondantes dans l'industrie du sexe résident dans la RMR de Montréal, principalement à Montréal (28 %), Laval (12 %), Longueuil (9 %) et Montréal-Est (9 %), et celles qui vivent ailleurs au Québec sont dans la Capitale nationale (24 %); 3) les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe résident davantage hors de la RMR de Montréal (55 %) comparativement à celles qui y sont encore (37 %). Cette prépondérance résidentielle de Montréal pour les femmes et les filles dans l'industrie du sexe et, dans une autre mesure, de la Capitale nationale, semble aller dans le sens de la littérature⁶. En effet, Montréal est reconnu comme l'une des villes les plus prostitutionnelles du Québec et une ville de tourisme sexuel en Amérique du Nord. Nous ajouterons que la Capitale nationale n'est pas en reste, compte tenu, notamment, de son importance touristique. Le principe de l'offre et de la demande.

Cette industrie du sexe québécoise semble être majoritairement constituée de femmes et de filles, jeunes, célibataires et sans enfants, avec une surreprésentation des autochtones et des LGBTQ+. La ventilation des tranches d'âges interpelle quant à la présence des mineures. On constate que 24 % des répondantes ont moins de 25 ans. Toutefois, il ne nous a pas été possible – compte tenu de la disparité de la collecte et de la restriction d'âge à 17 ans – d'établir des résultats probants pour les mineures, mais nous supposons que ce chiffre serait non négligeable au regard des proportions des moins de 25 ans de notre échantillon et sachant qu'au Canada, environ 80 % des personnes prostituées adultes auraient commencé à l'âge mineur (Poulin, 2008). D'ailleurs, selon les études et les provinces, la proportion de mineur.e.s. victimes d'exploitation sexuelle varieraient de 30 % à 40 % (GRC et CNCTP, 2013; Ricci et al., 2012). Ce qui n'est guère étonnant puisque la clientèle est en quête constante de femmes et de filles de plus en plus jeunes. Une recherche

⁴ Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas abordé la question de l'industrie du sexe masculine. Nous tenons à spécifier que l'utilisation des mots « industrie du sexe » fait ici référence uniquement à l'industrie féminine.

⁵ En excluant la catégorie « Autre ».

⁶ CSF, 2002; GRC et CNCTP, 2013; Mourani, 2009; SRCQ, 2013; U.S. Department of State, 2016.

portant spécifiquement sur les mineures et leurs besoins apporterait donc un éclairage additionnel fort important.

La majorité des répondantes dans l'industrie du sexe y sont actives de 2 à 5 ans. Elles pratiquent une à au plus trois activités prostitutionnelles, principalement l'escorte, la danse (bar à gaffe) et les *sugar daddies*. Une minorité d'entre elles font de la prostitution occasionnelle ou de moins d'un an. Les autres activités les plus pratiquées sont : le massage dans des salons de massage érotique et la prostitution de rue. En général, ces activités prostitutionnelles impliquent bien plus que de la danse, de simples massages ou de l'accompagnement et aboutissent à de la prostitution pour faire plus d'argent. D'ailleurs, les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont des revenus mensuels plus élevés que celles qui n'y sont plus. La grande majorité de leurs sources de revenus provient du commerce du sexe (plus de 85 %), alors que les femmes et les filles ayant quitté la prostitution vivent essentiellement de l'aide sociale (environ 45 %) et d'un emploi déclaré (environ 35 %). Pour une petite minorité d'entre elles, la prostitution reste une source de revenus de dernier recours. Il s'agit de la voie qu'elles ne veulent pas prendre, mais qu'elles connaissent le mieux pour répondre à l'adversité. En effet, 6 % des répondantes qui affirment avoir quitté l'industrie du sexe mentionnent, tout de même, avoir eu des revenus issus du commerce du sexe au cours du dernier mois au moment de remplir le questionnaire. Elles sont 13 % à avoir eu ce genre de revenus au cours des six derniers mois. Ce recours à la prostitution, comme dernière alternative, est aussi utilisé pour le logement : 3 % des femmes et des filles hors de l'industrie du sexe disent avoir passé au moins une nuit chez un client au cours des six derniers mois et 2 % chez un inconnu moyennant des services sexuels.

Les raisons d'entrée dans l'industrie du sexe ou les obstacles à la sortie sont multiples. Cependant, quel que soit le parcours individuel de ces femmes et de ces filles, plusieurs tendances sont observables. Tout d'abord, l'entrée dans la prostitution vise à combler des besoins, particulièrement quatre principaux : l'argent, le logement, les besoins de base (alimentation, transport, etc.) et les dettes. Ces éléments ayant contribué à l'entrée dans la prostitution deviennent, par la suite, des obstacles à la sortie, voire des incitatifs à un retour dans ce milieu. Le besoin d'argent reste le plus invoqué par l'ensemble des répondantes autant comme raison d'entrée dans la prostitution ou obstacle à la sortie. Dans le cas d'une tentation de retour dans l'industrie du sexe, le besoin d'argent et les dettes sont les raisons les plus invoquées par les répondantes. Quant au logement, il arrive en deuxième position autant pour l'entrée dans l'industrie du sexe que comme obstacle à la sortie. Toujours est-il que les différences de taux entre le logement et les dettes sont minimales.

Dans un deuxième temps, l'analyse des besoins met en lumière une série d'autres incitatifs à l'entrée dans la prostitution, dont certains deviennent des obstacles à la sortie :

les problèmes de dépendance (alcool, drogue, jeu, etc.), le goût du luxe (142 femmes et filles ont mentionné cet incitatif), l'incapacité à trouver un emploi, la violence (physique ou psychologique durant l'enfance ou l'adolescence, inceste et agressions sexuelles dans la famille, viols, viols collectifs, etc.), la nécessité de subvenir aux besoins d'un proche (enfants, conjoint.e, autres membres de la famille), la banalisation de la prostitution (dans l'entourage ou la famille, sexualité débridée et prostitution dans la famille), les éléments en lien à l'identité (confiance en soi, mauvaise estime de soi, besoin de valorisation, etc.), le paiement de ses études, répondre une fausse demande d'emploi (duperie), le décrochage scolaire et le besoin d'une vie trépidante (*thrill*).

Si l'argent, le logement, les dettes et les besoins de base sont les incitatifs à l'entrée invoqués par le plus grand nombre de répondantes, les problèmes de dépendances (26 %), le goût du luxe (26 %), l'incapacité à trouver un emploi (23 %) et la violence (plus de 15 %) sont parmi les plus nommés de la série précédente. Elles sont tout de même 144 femmes et filles à rapporter les problèmes de dépendance comme incitatif à l'entrée dans la prostitution. Toutefois, on constate des variations notables des taux entre les femmes et les filles dans l'industrie du sexe et celles qui n'y sont plus en ce qui concerne les autres incitatifs de la série. Par exemple, 26 % des répondantes qui ne sont plus dans la prostitution identifient la banalisation de la prostitution dans l'entourage comme un incitatif d'entrée, alors que celles qui sont dans l'industrie du sexe ne sont que 18 % à le mentionner. Il en est de même pour le manque d'estime et de confiance en soi. Les femmes et les filles hors de l'industrie du sexe sont 28 % à mentionner cet incitatif comparativement à 10 % de celles qui sont encore dans la prostitution. Ces variations de taux peuvent, en partie, s'expliquer par le degré de compréhension qu'ont les répondantes de leurs parcours prostitutionnels. On peut supposer que les femmes et les filles qui ont réussi à sortir de l'industrie du sexe ont potentiellement dû faire tout un cheminement intérieur et, pour certaines, avec l'aide d'organismes offrant des services aux personnes prostituées. Rappelons que plusieurs répondantes ont été recrutées par ces organisations. Par conséquent, malgré les variations des taux, faibles pour certains, nous estimons que les incitatifs cités précédemment sont aussi importants à considérer dans tout programme d'aide et peuvent émerger au cours d'un processus de sortie.

Comme mentionné préalablement, l'argent, le logement, les dettes et la nécessité de subvenir aux besoins de base sont les obstacles à la sortie les plus cités par les répondantes. Toutefois, les problèmes de dépendance sont nommés par près de 40 % des répondantes qui ont essayé de quitter l'industrie du sexe et par plus de 50 % de celles qui ont quitté définitivement l'industrie après plusieurs tentatives. Si le besoin d'argent se démarque de manière significative, avec plus de 70 % des répondantes, les variations de taux des autres

obstacles (logement, dette, besoins de base et dépendance) sont plutôt minimales, ce qui nous porte à penser qu'ils sont d'égale importance pour les répondantes.

Par ailleurs, tout comme pour les incitatifs d'entrée dans la prostitution, les répondantes nous ont fait part d'obstacles autres que ceux rapportés précédemment : le manque de soutien de la famille et de l'entourage, l'isolement, le manque d'estime et de confiance en soi, l'incapacité à se trouver un travail, la perte de confiance envers les institutions publiques (police, DPJ, justice, etc.) et la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (aide sociale, logement, etc.). Encore là, les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe se démarquent de celles qui y sont encore. Elles sont plus nombreuses (38 %) à nommer le manque d'estime et de confiance en soi comme un obstacle à la sortie, comparativement à 17 % des RIS. Ces différences sont encore plus marquées en ce qui a trait à l'isolement, qui est rapporté comme obstacle par 41 % des RHIS et 13 % des RIS, ou en ce qui a trait à la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux et à la perte de confiance envers les institutions publiques. En effet, les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à rapporter ces deux obstacles à la sortie que les RIS. D'ailleurs, la perte de confiance envers les institutions publiques est nommée comme deuxième obstacle après le besoin d'argent par les femmes et les filles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives. Il se peut que les répondantes, qui ne sont plus dans la prostitution, aient été davantage en contact avec les institutions publiques que celles qui sont dans l'industrie, d'où cette variation des taux. D'ailleurs, on sait qu'elles ont été les plus nombreuses à utiliser des services publics au cours des six derniers mois au moment de la collecte de données, tandis que 31 % des RIS n'en avaient utilisé aucun. Cela porte à réflexion sur l'accessibilité des services, mais aussi sur leur qualité et leur adaptabilité aux réalités complexes des femmes et des filles dans l'industrie du sexe.

Un petit aparté sur la violence. Tout d'abord, l'objectif de cette étude n'était pas d'évaluer l'importance de la violence dans les parcours d'entrée ou de sortie de la prostitution, mais plutôt les besoins et préférences en matière de logement. Toutefois, à travers les choix de réponse des questions spécifiques au processus d'entrée ou de sortie, nous constatons l'omniprésence de la violence. Encore là, il est possible de remarquer des variations de taux entre les répondantes qui sont dans l'industrie du sexe et celles qui n'y sont plus. Tel que mentionné précédemment, cela peut s'expliquer par la compréhension que les répondantes ont de leur parcours prostitutionnel, mais aussi, dans ce cas, par leur difficulté à en parler. La violence fut, d'ailleurs, un point sensible abordée lors des groupes de discussions. Les participantes nous ont fait remarquer qu'il pourrait être difficile pour les répondantes de reconnaître, d'identifier ou même d'accepter la violence vécue, particulièrement chez celles qui sont encore dans la prostitution. Elles nous ont mentionné que cela peut prendre des années à une fille avant d'admettre que celui qu'elle croyait être

son conjoint était, en fait, un proxénète. D'ailleurs, elles sont, tout de même, 97 sur 548 à avoir subi de la violence physique ou psychologique durant l'enfance ou l'adolescence et 96 d'entre elles disent avoir subi de l'inceste ou des agressions sexuelles dans la famille. En outre, 93 femmes et filles ont rapporté avoir été violées, plusieurs lors de *gang bang*, et 15 auraient été vendues à des proxénètes par des membres de leur famille.

Au regard de ces obstacles à la sortie et aux incitatifs d'entrée dans la prostitution, il nous apparaît important que tout programme de réinsertion ou de réadaptation s'attelle, dans un premier temps, à aider ces femmes à résoudre leurs problèmes d'argent – ce qui leur permettrait de voir à leurs besoins de base (alimentation, transport, etc.) et de régler leurs dettes –, de logement et de dépendance. D'autre part, offrir un milieu sécuritaire exempt de prostitution, même si cela signifie que les femmes aient à déménager, constitue un des leviers de sortie les plus nommés par les répondantes. D'ailleurs, la répartition géographique des répondantes montre un nombre plus élevé de femmes et de filles ayant quitté l'industrie du sexe hors de la RMR de Montréal (55 %). Cela nous porte à croire, nonobstant les contraintes de collecte, que ces femmes ont possiblement dû déménager pour échapper à un milieu toxique prostitutionnel. Sortir de la prostitution, c'est parfois tout quitter pour pouvoir vivre en sécurité et rebâtir sa vie sur de nouvelles bases. On revient à la pyramide de Maslow. Puis, pour chaque femme et fille, c'est aussi bâtir un plan d'intervention personnalisé pour répondre à leurs besoins spécifiques (psychologique, psychiatrique, employabilité, violence, etc.), tout en prenant en compte les obstacles et les discriminations qui peuvent être générés par les systèmes publics et la banalisation de la prostitution. Rappelons qu'elles étaient 121 femmes et filles à considérer la banalisation de la prostitution par l'entourage comme un incitatif d'entrée dans l'industrie du sexe et qu'elles étaient 83 qui en pensaient de même lorsque cette banalisation vient de la famille. D'ailleurs, 52 répondantes ont affirmé avoir un membre de la famille dans la prostitution.

Lors des *focus groups*, plusieurs femmes ont exprimé que d'avoir été entendues, crues et non pas jugées, d'avoir eu le soutien de leur famille et de l'entourage ainsi que d'avoir une « écœurante aigüe » des clients-prostitueurs ont été des leviers importants de sortie. Ces données sont aussi fortement rapportées par les répondantes qui ont quitté l'industrie du sexe après une ou plusieurs tentatives. Celles-ci mentionnent également que de prendre conscience d'une autre alternative de vie, de reconnaître ses besoins, d'accepter de l'aide et de vivre selon ses moyens sont des leviers importants. Ces éléments sont autant de leviers possibles pour l'intervention que pour l'identification de moments charnières à la sortie (écœurement de la clientèle). Il est bien évident qu'un accompagnement réussi implique nécessairement de la bienveillance et une posture d'ouverture exempte de jugement. En outre, quitter l'industrie du sexe implique un changement de pensée, voire de paradigme quant à la prostitution elle-même, d'où l'importance de lutter contre la banalisation de la

prostitution, mais aussi de permettre à ces femmes et à ces filles d'envisager et d'expérimenter d'autres alternatives de vie où elles pourront s'épanouir. Une approche holistique nous apparaît de mise afin de tenir compte non seulement des problématiques et des capacités individuelles propres à la personne, mais aussi des forces et des contraintes sociales, juridiques, culturelles, économiques, systémiques et politiques qui peuvent influencer sur un parcours de vie.

Revenons au le logement, un besoin essentiel, identifié comme l'un des obstacles à la sortie de la prostitution et l'une des raisons d'entrée. Qu'en est-il de la situation résidentielle des répondantes ? Dans un premier temps, on constate que la très grande majorité des personnes sondées (plus de 65 %) n'ont pas accès à un appartement, une maison ou un logement subventionné. Plus de la moitié d'entre elles n'ont pas leur propre appartement ou leur maison sans subvention. Par conséquent, les femmes et les filles dans la prostitution vont tendre à loger avec d'autres personnes de l'industrie du sexe (particulièrement celles qui sont dans la pornographie), chez un client, chez un.e ami.e, un *sugar daddy*, un inconnu moyennant des services sexuels ou vont pratiquer le *couchsurfing* (principalement celles qui font de la prostitution de rue). Celles qui ne sont plus dans la prostitution vont plutôt séjourner chez un membre de la famille, un.e conjoint.e ou un centre d'hébergement pour femmes. Notons que les femmes et les filles actives dans l'escorte vont être moins nombreuses à habiter chez de la famille comparativement à celles qui s'adonnent à la pornographie. Cette différence peut, en partie, s'expliquer par la nature même des activités prostitutionnelles. Sachant que l'escorte consiste parfois à accueillir le client en sa demeure (*in-call*), il devient plutôt compliqué de vivre chez un membre de la famille, surtout si l'on tient à maintenir le secret.

Par ailleurs, plus du tiers des femmes et des filles sondées ont mentionné résider au même endroit depuis moins de six mois. De plus, la majorité des répondantes interrogées ne vivaient pas seules et résidaient avec une ou deux personnes, et ce, de manière permanente, le plus souvent avec leurs enfants de moins de 18 ans, des amis ou des connaissances. Leur appréciation du logement est plutôt neutre, mais tend à l'insatisfaction. Essentiellement, le coût trop élevé du loyer, l'entourage malsain, l'emplacement inadéquat ainsi que le fait de ne pas se sentir chez soi, sont les principales raisons mentionnées pour expliquer leur insatisfaction. Quant à celles qui s'en disent satisfaites, elles évoquent la beauté de leur appartement, le sentiment de sécurité, un entourage sain et un coût peu élevé. On constate donc que les répondantes tendent à apprécier leur logement lorsqu'elles s'y sentent en sécurité (entourage sain, emplacement adéquat, sentiment de sécurité) et que le loyer est abordable. Globalement, la situation résidentielle des personnes sondées semble plutôt précaire et instable.

Par conséquent, nous n'avons nullement été surpris de la préférence majoritaire des femmes et des filles dans l'industrie du sexe pour des logements subventionnés (HLM, FOHM) ou avec une subvention au loyer. Un programme d'aide financière est d'ailleurs demandé par plus de 40 % des répondantes. Celles-ci souhaitent vivre dans leur propre appartement ou leur maison, dont le loyer serait abordable, tout en bénéficiant d'une aide financière au logement ou, sinon, vivre dans un logement subventionné. L'autre préférence est celle d'un logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes et aux filles ayant été dans l'industrie du sexe. Les avis sont, toutefois, partagés quant au fait de vivre seule ou pas. Il nous apparaît évident que les deux options doivent être envisagées. Une bonne proportion des femmes souhaite vivre seules, essentiellement pour avoir leur intimité, la tranquillité et leur indépendance. D'un autre côté, une partie d'entre elles souhaitent vivre avec leurs enfants, un.e partenaire ou conjoint.e, des amis ou en collocation pour avoir de la compagnie, partager les coûts, briser l'isolement, par amour et responsabilité parentale et pour la sécurité. Les modèles de logement devraient donc tenir compte de ces types de besoins.

Enfin, quel que soit le type de logement, une grande majorité des répondantes souhaitent avoir dans leur immeuble un accès sécurisé (intercom, caméra, etc.) et un gardien de sécurité. Encore là, la sécurité est un élément fondamental pour ces femmes. D'autres services en lien au logement ont également émergé des données, notamment l'accès à une cuisine et à un espace communautaire ou culturel. Les répondantes ont aussi exprimé le désir d'avoir des intervenantes sur place afin d'être soutenues en cas de crise, d'avoir de l'aide pour établir un plan de sécurité et d'obtenir les services suivants : des thérapies individuelles, des groupes de soutien ou d'aide psychologique sur la prostitution et les violences sexuelles, des banques alimentaires, des conseils sur l'employabilité, la formation et le retour aux études. Malgré la demande de présence d'intervenantes, il est important de noter que les répondantes ont, cependant, rejeté les modèles d'hébergement impliquant une restriction de leur autonomie ou ceux les mettant en cohabitation avec des femmes n'ayant pas été en situation de prostitution.

En ce qui concerne les services, nous constatons que ceux qui ont été le plus utilisés par les femmes et les filles de l'industrie du sexe, au cours des six derniers mois au moment de la passation du questionnaire, sont en lien avec la santé physique, psychologique et psychiatrique. D'autres services, ceux liés aux besoins de base (alimentaire et vestimentaire), aux questions juridiques ou administratives, à la sexualité, à l'éducation, aux enfants et à l'alcool, ont aussi été utilisés par l'ensemble des répondantes, même si elles étaient moins nombreuses dans le sous-groupe des RIS. Les répondantes qui sont ou ont été dans la prostitution de rue sont les plus nombreuses à avoir utilisé des services d'aide alimentaire et en toxicomanie (drogue et alcool). Les services de santé physique ont

été les plus utilisés par les répondantes qui sont ou ont été actives dans des bordels (maisons closes autres que les salons de massage ou les bars de danseuses). En outre, les services de santé psychologique et/ou psychiatrique et les services vestimentaires ont été davantage utilisés par les femmes et les filles qui sont ou ont été dans la pornographie. Celles-ci ont aussi été nombreuses à utiliser des services liés aux questions juridiques ou administratives, tout comme les escortes et celles qui sont ou ont été actives dans des bordels. Les escortes sont d'ailleurs les plus nombreuses à utiliser des services pour leurs enfants. Les services liés à l'éducation ont davantage été utilisés par les répondantes, actives ou l'ayant été, dans la pornographie et celles qui ont ou ont eu des *sugar daddies*. Ces dernières ont aussi été de grandes consommatrices de services liés à la sexualité, tout comme les masseuses. De plus, celles qui ont été ou sont depuis plus de 10 ans dans l'industrie du sexe tendent à utiliser plusieurs services différents (services de santé psychologique et/ou psychiatrique, services alimentaires, juridiques ou administratifs, services en lien à la sexualité et aux enfants) à la différence des celles qui sont ou ont été dans le milieu de 2 à 5 ans. Les répondantes qui ont un parcours de courte durée dans l'industrie du sexe (occasionnelle ou moins d'un an) sont les plus nombreuses à demander des services liés aux dépendances (alcool et drogue) et à l'alimentation.

Les activités prostitutionnelles et le temps passé dans la prostitution mettent bien en évidence l'importance d'offrir une diversité de services. Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ne constituent pas un bloc monolithique. Dépendamment de leur durée dans la prostitution, de leurs activités et même de leur situation familiale et personnelle, les services utilisés, et donc demandés, diffèrent et, pour certaines, tendent à répondre à des besoins multiples fortement intriqués. La longue durée dans la prostitution semble être associée à l'utilisation de plusieurs services. Ce qui n'est guère étonnant puisque cette pratique tend à maintenir les femmes dans la précarité économique et sociale, tout en leur causant des dommages psychologiques importants, conduisant souvent à des stress post-traumatiques. Par ailleurs, la disparité des taux entre les répondantes actives dans la prostitution et celles qui n'y sont plus nous interpelle quant à l'accessibilité des services, d'autant plus que, pour bon nombre de femmes, la prostitution peut devenir un mode de survie.

Rappelons que 31 % des répondantes dans l'industrie du sexe nous ont dit n'avoir utilisé aucun service au cours des six derniers mois, au moment de la passation du questionnaire, alors qu'elles étaient nombreuses à mentionner souhaiter avoir accès à des services dans le prochain semestre⁷. En effet, 70 % des femmes et des filles dans l'industrie du sexe souhaitent avoir accès à des services de santé psychologique et psychiatrique. Elles sont 64 % à vouloir des services de santé physique et plus de 40 % des services alimentaires et

⁷ Toujours à partir du moment de remplir le questionnaire.

vestimentaires. Si la majorité de ces femmes et de ces filles désirent des services de santé physique, psychologique et psychiatrique, leurs demandes sont, cependant, nombreuses et variées. En effet, l'autre catégorie de services préférentiels est celle en lien aux besoins de base, principalement alimentaires et vestimentaires. Avoir un logement peu coûteux et subventionné est important, mais avoir aussi du pain sur la table et de quoi s'habiller l'est tout autant. Vient, ensuite, l'accessibilité à des services liés à l'éducation, à l'emploi, aux questions juridiques ou administratives et aux finances. Les répondantes qui sont ou ont été dans la prostitution de rue sont les plus nombreuses à souhaiter des services liés à l'alcool, et celles qui sont ou ont été dans la pornographie ou la danse et celles qui ont ou ont eu des *sugar daddies* sont les plus nombreuses à demander des services liés à l'éducation, à des questions juridiques ou administratives, aux finances, à la sexualité et à la sécurité au logement.

En conclusion, malgré un échantillon de convenance qui porte à ne pas généraliser les résultats, cette étude a, tout de même, permis de connaître le point de vue de 548 femmes et filles qui sont dans l'industrie du sexe ou qui l'ont été, ce qui constitue un échantillon non négligeable. Ces femmes et ces filles ont exprimé leurs besoins et leurs préférences en matière de logement et de services. Les résultats de cette étude permettent de dégager des tendances pouvant contribuer à bâtir des modèles d'intervention en logement et à développer des offres de services s'adressant à une clientèle féminine active dans l'industrie du sexe, en processus de sortie ou ayant quitté ce milieu.

QUELS MODÈLES POUR LE QUÉBEC?

À la lumière des résultats de cette étude, deux modèles d'intervention en logement devraient être proscrits pour les femmes et les filles dans l'industrie du sexe : ceux restreignant leur autonomie (ex. : logement communautaire supervisé) et ceux les obligeant à cohabiter avec des femmes ayant des problématiques autres que la prostitution (maison d'hébergement ou logement permanent dans un immeuble réservé pour femmes victimes de violence conjugale, avec services adaptés). Que veulent alors ces femmes et ces filles?

La préférence de la majorité de ces femmes et de ses filles dans l'industrie du sexe est pour le logement subventionné (HLM, FOHM) ou avec une subvention au loyer. Elles veulent vivre dans leur propre appartement ou maison à loyer abordable, avec une aide financière. Elles recherchent donc une stabilité résidentielle à faible coût. Notons que le logement temporaire, même s'il faisait partie des choix de ce questionnaire, n'a nullement été retenu par les femmes et les filles de cette étude. Par conséquent, ces personnes veulent vivre dans leur propre appartement ou maison et ce, de manière permanente.

L'autre modèle d'intervention en logement retenu est celui d'un logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes et aux filles de l'industrie du sexe ou l'ayant été. Cette clientèle souhaite avoir accès, dans leur immeuble, à des mesures de sécurité (gardien, intercom, etc.) ainsi qu'à une série de services associés à leurs besoins multiples. Mentionnons que les femmes et les filles qui préfèrent résider dans un logement subventionné ou avec subvention au loyer souhaitent aussi avoir accès à ces services. Nous invitons donc le lecteur à se référer aux sections du rapport qui se rapportent à ce point. Toutefois, quel que soit le modèle, les logements devraient être sécuritaires et s'adresser autant à des femmes et à des filles seules qu'à des familles. Une attention particulière devrait aussi être portée à l'environnement, autrement dit, aux lieux où se trouvent ces logements, puisque ces femmes et ces filles recherchent des endroits exempts de prostitution et sécuritaires.

L'approche du *Housing First* nous apparaît convenir à cette clientèle de l'industrie du sexe. Elle consiste à offrir rapidement aux personnes un logement permanent, et ce, sans condition ni étapes préalables. Le projet *Chez-Soi* est l'une des variantes de l'approche *Housing First* qui permet à la clientèle de choisir le type de logement. Dans la majorité des cas, ces personnes sont logées en appartement avec un supplément⁸ au loyer, et une équipe mobile assure un soutien en vue d'aider au maintien en logement. Une autre variante de

⁸ « Le programme *Supplément au loyer* permet à des ménages à faible revenu d'habiter dans des logements qui font partie du marché locatif privé ou qui appartiennent à des coopératives d'habitation (COOP) ou à des organismes sans but lucratif (OSBL), tout en payant un loyer similaire à celui d'une habitation à loyer modique. Les locataires qui bénéficient de ce programme paient un loyer correspondant à 25 % de leur revenu. » (Site de la Société d'habitation, repéré à http://www.habitation.gouv.qc.ca/programme/programme/supplement_au_loyer.html)

cette approche privilégie le logement regroupé. Autrement dit, des personnes aux prises aux mêmes difficultés sont logées dans un bâtiment consacré et reçoivent un soutien par le personnel en place. Cela répondrait aussi à la demande de logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes et aux filles en situation de prostitution. On retrouve ce genre d'approche en violence conjugale et en itinérance (Goering et al., 2012; Latimer et al., 2014).

BIBLIOGRAPHIE⁹

- Conseil du statut de la femme (CSF). (2002). *La prostitution : Profession ou exploitation? Une réflexion à poursuivre*. Québec (Québec), Canada : CSF.
- Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et Centre national de coordination contre la traite des personnes (CNCTP). (2013). *La traite interne de personnes à des fins d'exploitation sexuelle au Canada*. Ottawa (Ontario), Canada : GRC.
- Goering, P., Girard, V., Aubry, T., Barker, J., Fortanier, C., Latimer, E., Laval, C. et Tinland, A. (2012). Lien social et Politiques Conduite d'essais relatifs aux politiques qui soutiennent le modèle d'intervention accordant la priorité au logement : l'histoire de deux pays. *Lien social et Politiques*, (67), 161–182.
- Latimer, E., Rabouin, D., Méthot, C., McAll, C., Ly, A., Dorvil, H., Crocker, A., Roy, L., Poremski, D., Bonin, J-P., Fleury, M-J. et Braithwaite, E. (2014). *Projet Chez Soi — Rapport final du site de Montréal*. Calgary (Alberta), Canada : Commission de la.
- Mourani, M. (2009). *Gangs de rue inc. Leurs réseaux au Canada et dans les Amériques*. Montréal (Québec), Canada : Les Éditions de l'Homme.
- Poulin, R. (2008). Prostitution et traite des êtres humains : controverses et enjeux. *Cahiers de recherche sociologique*, (45), 135-154.
- Ricci, S., Kurtzman L et Roy, M. - A. (2012). *La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité*. Montréal (Québec), Canada : La collection Agora des Cahiers de l'IREF.
- Service du renseignement criminel du Québec (SRCQ). (2013). *Portrait provincial du proxénétisme et de la traite de personne*. Montréal (Québec), Canada : SRCQ.
- U.S. Department of State. (2016). *Trafficking in persons report*. Washington, USA : U.S. Department of State Publications.

⁹ Une bibliographie complète est disponible dans la version longue du rapport de recherche.

Éditions et production
Mourani-Criminologie
CP 68027 BP Blainville
Blainville (Québec) J7C 4Z4
Site Internet : <https://mouranicriminologue.com/>



Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-9818161-1-5 (version PDF)